

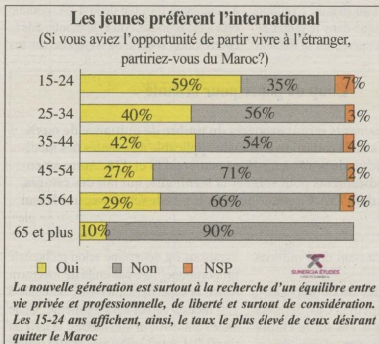
Enquête L'Economiste-Sunergia:

• C'est l'intention de 4 Marocains sur 10

• Les jeunes de 15-24 ans et les personnes issues des CSP D et E sont les plus concernés

• Près de la moitié des femmes souhaitent s'expatrier, contre 31% des hommes

MANQUE de confiance en le gouvernement, malaise social, incivisme, marché de l'emploi verrouillé, accès au logement difficile et faible évolution des salaires, c'est la triste réalité du Maroc actuellement. Ces facteurs éveillent un sentiment de peur en l'avenir chez les Marocains, et engendrent un désamour pour le pays.



La dernière enquête de Sunergia pour le compte de L'Economiste ressort des chiffres pour le moins inquiétants. En effet, 4 Marocains sur 10 affirment être

notamment par la migration clandestine, mais aussi les migrations professionnelles, les migrations de transit, ou encore la migration étudiante (relativement courte), indique Jean Zaganiaris, sociologue et enseignant chercheur à l'EGE Rabat, et l'Université Mohammed VI Polytechnique. «Mais l'une des principales raisons pour laquelle on quitte son pays, c'est que l'on est convaincu que ce sera mieux ailleurs. On adhère au discours de nos compatriotes qui disent mener une vie confortable à l'étranger», poursuit-il.

Selon le sociologue, il y a une symbolique sociale fortement intériorisée par certaines catégories sociales pour qui le mot «Occident» est synonyme d'Eldorado. «Même si cette image est aujourd'hui plus nuancée, notamment après la crise économique de 2008, elle reste très présente comme le montre la littérature marocaine», explique-t-il.

Les plus obnubilés par cette idée sont les jeunes âgés de 15 à 24 ans, dont 59% cherche à partir. Ces jeunes semblent avoir «perdu espoir en leur pays». Dans

prêts à quitter le pays si une opportunité venait à se présenter. Mais partir pour aller où? Pour faire quoi? Et à quel prix? Que cherche vraiment à fuir ces personnes? «La réponse à cette question est complexe. Il y a la migration des démunis, ceux qui cherchent à sortir d'une situation de grande détresse,

l'enquête qualitative sur «la vision des jeunes du Maroc» (CF : L'Economiste N°:5336 du 17 août 2018), ils ont dressé pour la plupart un portrait sombre du Maroc, toutes CSP confondues. Ils sont suivis de ceux ayant entre 35-44 ans (42%), et entre 25-34 ans (40%). Les moins motivés par l'immigration sont les sexagénaires. A peine 1 personne sur 10 âgée de plus de 65 ans souhaite partir.

Les femmes sont celles qui ont exprimé le plus l'envie de quitter le pays. Près de 5 sur 10 envisagent cette option si l'occasion se présentait, contre 31% pour la gent masculine. «Ce pourcentage rompt avec le cliché selon lequel ce serait l'homme qui part et la femme qui reste», souligne Jean Zaganiaris. «J'ai choisi de quitter mon pays, ma famille, mon petit confort, pour le même salaire et un poste moins valorisant, tout en sachant qu'à l'étranger j'aurai des charges en plus. Mais l'envie de vivre dans un pays qui me concède des droits et m'assure de la sécurité devenait un besoin primordial», témoigne Zineb récemment installée à Budapest, en Hongrie. D'ailleurs, la première raison qui l'a poussée à s'expatrier est l'absence de sécurité.

Par catégorie socioprofessionnelle, les écarts ne sont pas énormes. Les CSP D et E sont celles qui souhaitent le plus partir (44%), suivies des CSP C (38%). Peu confiantes quant à leur avenir, les personnes issues de cette classe sociale semblent avoir perdu confiance en l'Etat. Système de santé et d'éducation défaillant, insécurité, marché du travail verrouillé... ils se sentent exclus, et pensent «avoir très peu de chance de réussite». «Ces personnes vont chercher ailleurs car elles estiment qu'elles n'ont rien à perdre en partant», précise le sociologue. Les classes les plus aisées, un peu plus optimistes, n'en pensent pas moins. Plus du tiers des CSP A-B n'ont qu'une idée

Fiche technique de l'enquête

L'ENQUÊTE a été réalisée par téléphone (appels téléphoniques aléatoires sur système CATI) du 10 au 15 octobre. L'échantillon est de 1.000 personnes sur 5.342 contactées. Sa structure a été redressée de manière à appliquer exactement la structure de la population marocaine issue du recensement du HCP (RGHP 2014). L'échantillon est composé de 49% d'hommes et 51% de femmes. Il compte 40% de ruraux contre 60% de citadins. Toutes les régions sont pratiquement représentées: Nord, Est (30%), Centre (41%), Sud (29%).

La répartition de l'échantillon par catégorie socioprofessionnelle:

- 13% appartiennent aux classes socio-professionnelles A-B
- 56% relèvent de la classe moyenne C
- 31% sont dans les classes D et E

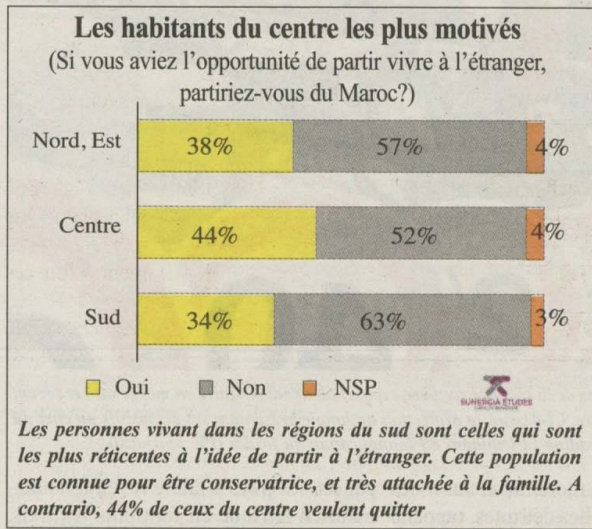
La répartition de l'échantillon par âge:

- 25% a entre 15 et 24 ans
- 22% sont âgés de 25 à 34 ans
- 19% pour les 35-44 ans
- 15% a entre 45 et 54 ans
- 10% pour les 55-64 ans
- 9% pour les plus de 65 ans.

«Je veux quitter le Maroc»

en tête, quitter le pays pour d'autres latitudes plus en accord avec le mode de vie qu'ils souhaiteraient avoir. «Cela devient inquiétant aujourd'hui. De nombreuses personnes issues de classes relativement aisées, voire très aisées, quittent également le Maroc car elles ne rencontrent pas des conditions de vie satisfaisantes. Cette hausse de l'immigration est à prendre très au sérieux», préconise Zaganiaris.

L'étude du jobboard ReKroute.com, sur la migration des talents marocains relève un chiffre éloquent. Plus de neuf diplômés sur dix affirment être prêts à s'expatrier! Ces personnes sont à la recherche d'une qualité de vie plus confortable, une évolution de carrière plus intéressante et un meilleur environnement de travail. Ce qu'ils ne retrouvent pas dans leur pays. Fatima-Ezahra, installée à Paris depuis quelques années, affirme pouvoir enfin mener un train de vie convenable. «J'ai un bac+5 en finance et audit, mais je ne suis jamais parvenue à trouver un emploi dé-



cent qui correspond à ma formation. Dans le meilleur des cas, quand j'arrivais à décrocher un entretien d'embauche, on me proposait un salaire médiocre», regrette-t-elle. Mais ce n'est pas seulement le faible

taux d'insertion qui l'a poussée à émigrer. «J'étoufais au Maroc par le manque de sécurité. Marcher dans la rue relève du parcours du combattant pour les femmes. Nous sommes tout le temps harcelées et si on se plaint, personne ne nous écoute», s'offusque-t-elle.

Autre constat de l'enquête, les Marocains vivant en milieu urbain, sont ceux qui souhaitent le plus quitter (42%), contre plus du tiers de ceux issus des zones rurales.

Aujourd'hui, la situation devient de plus en plus critique. Le Maroc se vide de

sa plus grande richesse, qui est son capital humain. «Des mesures devraient être déclenchées pour les retenir». Pour le sociologue, Jean Zaganiaris, seule une petite minorité de personnes arrivent à se nourrir, se soigner, habiter un logement décent, scolariser leurs enfants dans de bonnes conditions. «Les personnes nées dans des quartiers et dans des classes sociales où les taux de chômage et d'analphabétisme sont vertigineux, ces conditions sont inaccessibles», relève-t-il. «Pour retenir ces personnes, ce n'est pas juste faire un pseudo assistant de façade mais développer une véritable politique du «care», de souci de l'autre, de prise en considération effective de sa vulnérabilité! Pour ne parler que de la migration des démunis. Nous les retiendrons par plus de justice sociale, plus de redistribution des richesses, par des aides et des appuis humains qui permettent à ces personnes de vivre dignement», préconise Zaganiaris. □

Tilila EL GHOUARI